



**Conseil Economique  
et Social**

Distr.  
LIMITEE

E/CN.4/1995/L.25  
20 février 1995

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Cinquante et unième session  
Point 7 de l'ordre du jour

QUESTION DE LA JOUISSANCE EFFECTIVE, DANS TOUS LES PAYS, DES DROITS ECONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS PROCLAMES DANS LA DECLARATION UNIVERSELLE DES DROITS DE L'HOMME ET DANS LE PACTE INTERNATIONAL RELATIF AUX DROITS ECONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS, ET ETUDE DES PROBLEMES PARTICULIERS QUE RENCONTRENT LES PAYS EN DEVELOPPEMENT DANS LEURS EFFORTS TENDANT A LA REALISATION DE CES DROITS DE L'HOMME ET NOTAMMENT DES PROBLEMES RELATIFS AU DROIT A UN NIVEAU DE VIE SUFFISANT; A LA DETTE EXTERIEURE, AUX POLITIQUES D'AJUSTEMENT ECONOMIQUE ET A LEURS EFFETS QUANT A LA JOUISSANCE EFFECTIVE DES DROITS DE L'HOMME, EN PARTICULIER QUANT A L'APPLICATION DE LA DECLARATION SUR LE DROIT AU DEVELOPPEMENT

Argentine\*, Allemagne, Autriche, Belgique\*, Burundi\*, Chili, Chypre\*, Côte d'Ivoire, Danemark\*, Espagne\*, Fédération de Russie, France, Grèce\*, Guatemala\*, Irlande\*, Italie, Mexique, Nigéria\*, Portugal\*, République tchèque\*, Sénégal\*, Slovaquie\* et Suisse\* : projet de résolution

1995/... Droits de l'homme et extrême pauvreté

La Commission des droits de l'homme,

Rappelant que, dans la Charte des Nations Unies, les peuples des Nations Unies ont proclamé leur foi dans les droits fondamentaux de l'homme dans la dignité et la valeur de la personne humaine,

---

\* Conformément au paragraphe 3 de l'article 69 du règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social.

Ayant présent à l'esprit qu'aux termes de la Déclaration universelle des droits de l'homme chacun a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille,

Rappelant que, conformément à la Déclaration universelle des droits de l'homme, les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme reconnaissent que l'idéal de l'être humain libre, libéré de la crainte et de la misère, ne peut être réalisé que si sont créées les conditions permettant à chacun de jouir de ses droits économiques, sociaux et culturels, aussi bien que de ses droits civils et politiques,

Réaffirmant que tous les droits de l'homme et libertés fondamentales sont universels, indivisibles, interdépendants et intimement liés, et que la promotion et la protection d'une catégorie de droits ne sauraient en aucun cas dispenser ni décharger les Etats de l'obligation de promouvoir et de protéger les autres droits,

Rappelant que l'éradication de la pauvreté généralisée jusqu'à ses formes les plus persistantes et la pleine jouissance des droits économiques, sociaux et culturels et des droits civils et politiques demeurent des objectifs liés entre eux,

Profondément préoccupée par le fait que l'extrême pauvreté continue de s'étendre dans tous les pays du monde quelle que soit leur situation économique, sociale et culturelle et qu'elle affecte gravement les individus, les familles et les groupes les plus vulnérables et les plus désavantagés, qui se trouvent ainsi entravés dans l'exercice de leurs droits et de leurs libertés fondamentales,

Reconnaissant, par ailleurs, que le respect et la promotion de tous les droits de l'homme sont indispensables pour permettre à tous les individus de participer de manière libre et responsable au développement de la société dans laquelle ils vivent,

Se félicitant des dispositions pertinentes de la Déclaration et du Programme d'action de Vienne (A/CONF.157/23), adoptés par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, qui soulignent que l'extrême pauvreté s'oppose à la pleine et effective jouissance des droits de l'homme et que la communauté internationale doit accorder un rang de priorité élevé aux mesures visant à l'atténuer dans l'immédiat pour l'éliminer finalement, et qui affirment que l'extrême pauvreté et l'exclusion sociale constituent une violation de la dignité humaine et qu'il s'impose de prendre sans attendre

des mesures visant à mieux comprendre le phénomène de l'extrême pauvreté et de ses causes, y compris celles qui sont liées aux problèmes de développement, afin de promouvoir les droits de l'homme des plus démunis, de mettre fin à l'extrême pauvreté et à l'exclusion sociale et de mieux assurer la jouissance des fruits du progrès social,

Rappelant sa résolution 1990/15 du 23 février 1990, par laquelle elle a prié la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités de réaliser une étude spécifique sur l'extrême pauvreté et l'exclusion sociale, sa résolution 1991/14 du 22 février 1991, par laquelle elle a recommandé à la Sous-Commission de se pencher plus particulièrement sur les conditions dans lesquelles les plus pauvres eux-mêmes peuvent faire valoir leur expérience et leur pensée et contribuer ainsi à une meilleure compréhension de la réalité que vivent ces personnes, de ses causes et de ce qu'elle signifie pour la communauté internationale, sa résolution 1992/11 du 21 février 1992, sa résolution 1993/13 du 26 février 1993, approuvant la désignation de M. Leandro Despouy en qualité de rapporteur spécial chargé d'examiner la question des droits de l'homme et de l'extrême pauvreté, et sa résolution 1994/12 du 25 février 1994, dans laquelle elle a approuvé les recommandations du Rapporteur spécial relatives à l'organisation d'un séminaire sur l'extrême pauvreté et le déni des droits de l'homme,

Rappelant également la résolution 49/179 de l'Assemblée générale, en date du 23 décembre 1994, intitulée "Droits de l'homme et extrême pauvreté", dans laquelle l'Assemblée réaffirmait que l'extrême pauvreté et l'exclusion sociale constituaient une violation de la dignité humaine et qu'il était indispensable que les Etats favorisent la participation des plus démunis, et notait avec satisfaction les orientations données au Rapporteur spécial par la Commission quant aux aspects de l'extrême pauvreté auxquels il devrait accorder une attention particulière dans l'élaboration de ses rapports,

Rappelant les décisions 1991/6, intitulée "Atteindre les plus pauvres", et 1993/8, intitulée "Programmes de l'UNICEF en faveur des pauvres des zones urbaines", adoptées par le Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance,

Notant les dispositions de la Convention relative aux droits de l'enfant, qui reconnaît qu'il y a dans tous les pays du monde des enfants qui vivent dans des conditions particulièrement difficiles et qu'il est nécessaire d'accorder à ces enfants une attention particulière,

Notant également la résolution 48/183 de l'Assemblée générale, en date du 21 décembre 1993, dans laquelle l'Assemblée a proclamé l'Année internationale pour l'élimination de la pauvreté, qui sera célébrée en 1996,

Soulignant en outre l'importance de la réflexion menée sur la question de l'élimination de l'extrême pauvreté à l'occasion du Sommet mondial pour le développement social, qui se tiendra à Copenhague en mars 1995,

Ayant pris connaissance du rapport du Secrétaire général sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté (E/CN.4/Sub.2/1991/38 et Add.1 et 2), soumis à la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités à sa quarante-troisième session, ainsi que de sa note sur le sujet (E/CN.4/Sub.2/1992/50),

Tenant compte, à cet égard, des actions déjà engagées dans les enceintes appropriées pour assurer la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels,

1. Réaffirme que l'extrême pauvreté et l'exclusion sociale constituent une violation de la dignité humaine et, par conséquent, requièrent des actions urgentes, nationales et internationales, pour y mettre fin;

2. Réaffirme également que, selon la Déclaration et le Programme d'action de Vienne (A/CONF.157/23), adoptés par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, il est indispensable que les Etats favorisent la participation des plus démunis à la prise de décisions au sein de la société dans laquelle ils vivent, à la promotion des droits de l'homme et à la lutte contre l'extrême pauvreté;

3. Appelle l'attention de l'Assemblée générale, des institutions spécialisées, des organismes de l'Organisation des Nations Unies, ainsi que des organisations intergouvernementales sur la contradiction entre l'existence de situations d'extrême pauvreté et d'exclusion sociale, auxquelles il doit être mis fin, et le devoir de garantir la pleine jouissance des droits de l'homme;

4. Encourage le Comité des droits économiques, sociaux et culturels à accorder plus d'attention, dans ses travaux, à la question de l'extrême pauvreté et de l'exclusion sociale;

5. Se félicite que le Comité des droits de l'enfant se préoccupe, dans ses débats et ses travaux, de la situation des enfants vivant dans l'extrême pauvreté, en vue de promouvoir la jouissance pour tous les enfants de l'ensemble des droits reconnus dans la Convention relative aux droits de l'enfant, et l'encourage à poursuivre dans cette voie;

6. Rappelle que, pour assurer la protection des droits de tous les individus et la non-discrimination à l'égard des plus pauvres, ainsi que l'exercice effectif de tous les droits de l'homme et libertés fondamentales, il est nécessaire de mieux connaître ce que vivent les populations dans la misère, et notamment les femmes et les enfants qui sont très nombreux dans cette situation, et de mener une réflexion fondée sur l'expérience et la pensée transmises par les plus pauvres eux-mêmes, ainsi que par les personnes engagées à leurs côtés;

7. Fait sienne la résolution 1994/41 de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, en date du 26 août 1994, dans laquelle la Sous-Commission a pris note avec satisfaction du rapport intérimaire du Rapporteur spécial sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté (E/CN.4/Sub.2/1994/19);

8. Prend note de la proposition de la Sous-Commission contenue dans son projet de décision 11 (E/CN.4/1995/2 - E/CN.4/Sub.2/1994/56, chap. I.B) et recommande qu'elle soit réexaminée à la lumière des conclusions de l'étude en cours sur les droits de l'homme et l'extrême pauvreté;

9. Se félicite de la tenue, du 12 au 14 octobre 1994 au Siège des Nations Unies, du séminaire novateur sur l'extrême pauvreté et le déni des droits de l'homme, qui a permis à des personnes et des familles vivant dans l'extrême pauvreté et venant de zones déshéritées du monde entier de participer à une réflexion commune avec des experts et des représentants d'organisations internationales, intergouvernementales et non gouvernementales, et prend note avec satisfaction du rapport du séminaire (E/CN.4/1995/101), qu'elle recommande à l'attention du Rapporteur spécial et qu'elle prie le Secrétariat de transmettre au secrétariat du Sommet mondial pour le développement social;

10. Prend note des conclusions et recommandations du Séminaire sur l'extrême pauvreté et le déni des droits de l'homme (E/CN.4/1995/101, chap. IV);

11. Invite le Rapporteur spécial à continuer d'accorder une attention particulière aux aspects suivants dans l'élaboration de ses rapports :

a) Les incidences de l'extrême pauvreté sur la jouissance et l'exercice de l'ensemble des droits de l'homme et des libertés fondamentales des personnes qui la subissent;

b) Les efforts menés par les plus pauvres eux-mêmes pour pouvoir exercer ces droits et participer pleinement au développement de la société dans laquelle ils vivent;

c) Les conditions dans lesquelles les plus pauvres peuvent effectivement faire valoir leur expérience et leur pensée et devenir partenaires dans la réalisation des droits de l'homme;

d) Les moyens d'assurer une meilleure connaissance de l'expérience et de la pensée des plus pauvres ainsi que des personnes engagées à leurs côtés;

12. Prie le Secrétaire général de fournir au Rapporteur spécial toute l'assistance nécessaire pour la réalisation de son mandat, notamment pour les consultations qu'il souhaite entreprendre auprès des organes de l'Organisation des Nations Unies, des gouvernements, des institutions spécialisées, des organisations intergouvernementales et non gouvernementales, y compris, le cas échéant, l'assistance de ceux ayant une expérience en la matière;

13. Se félicite que les célébrations organisées par l'Organisation des Nations Unies afin de marquer la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté, le 17 octobre, aient, conformément à ses résolutions 1993/13 et 1994/12, été axées sur les personnes les plus pauvres, en tenant dûment compte des manifestations organisées dans toutes les régions du monde depuis le 17 octobre 1987 sur le thème du "Refus de la misère", qui ont mis en évidence les liens existant entre l'extrême pauvreté et les droits de l'homme;

14. Invite les Etats, les organes de l'Organisation des Nations Unies et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales à continuer d'accorder l'attention voulue, dans les célébrations marquant la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté, aux diverses formes de pauvreté;

15. Décide d'examiner cette question à sa cinquante-deuxième session au titre du point 7 de l'ordre du jour.

-----